

DÉPRÉCIATION DES RICHESSES

CRISE QU'ELLE ENGENDRE. — MAUX QU'ELLE RÉPAND
SOUFFRANCES QU'ELLE PROVOQUE DANS LES CLASSES LABORIEUSES

Mémoire lu à l'Académie des Sciences Morales et Politiques de France

PAR

Alph. ALLARD

Accompagné des observations de

MM. FRÉDÉRIC PASSY — PAUL LEROY-BEAULIEU
LEVASSEUR — GERMAIN

LÉON SAY

MEMBRES DE L'INSTITUT ;

Suivi de l'Avis de

M. Emile DE LAVELEYE

MEMBRE CORRESPONDANT DE LA MÊME ACADÉMIE

PROFESSEUR D'ECONOMIE POLITIQUE A L'UNIVERSITÉ DE LIEGE.



9-31-9453

Paris-Bruxelles, 25 avril 1889.

AU LECTEUR,

J'ai divisé cette publication en trois parties distinctes.

La première, contient le mémoire que l'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES DE FRANCE a bien voulu m'admettre à l'honneur de lire devant elle.

La DÉPRÉCIATION DES RICHESSES dont il traite, a commencé il y a quinze ans, le temps n'y a apporté aucun remède;

Les fruits de la terre, et la terre elle-même, ont diminué de prix, le sol s'est partout appauvri, ce qu'il produit diminue de valeur, et l'*agriculture* compromise, se fait l'illusion de croire que la *protection douanière* pourrait lui assurer le salut, tandis que le mal est ailleurs;

Le *commerce*, contrarié dans les échanges, jette la perturbation dans l'*industrie*;

Les *matières premières* baissent, et les syndicats formés pour en relever artificiellement le prix, qu'ils s'appellent syndicat des *sucres*, du *sel*, du *pétrole*, du *fer blanc*, des *charbons* ou des *cuicres*, n'aboutissent qu'à des sinistres financiers dont nous faisons chaque jour la cruelle épreuve ;

La *baisse des salaires* s'impose, provoque les *grèves*, multiplie le nombre des *ouvriers sans travail* et excite chaque jour davantage le *travail contre le capital*.

De toutes parts les plaintes des travailleurs soulèvent, ce que l'on est convenu d'appeler « *la question sociale* », aucun remède ne paraît efficace.

Ces troubles existent partout : *Angleterre, Etats-Unis, Allemagne, France, Italie, Belgique*, tous ces pays souffrent à la fois du même mal.

C'est à la gravité de ces faits, que je puis attribuer l'intérêt qu'a bien voulu prendre l'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES DE FRANCE, à la lecture du mémoire qui va suivre, et les deux séances qu'elle a consacrées à l'examiner. (1)

Il est, en effet, grand temps d'apporter un remède !

Je n'ai pu me dispenser de publier les pièces justificatives dont mon mémoire était accompagné ; — ce mémoire n'était qu'une simple lecture et ne pouvait être par cela même qu'un rapide résumé, dont chaque affirmation devait nécessairement être justifiée par des notes additionnelles.

Dans la seconde partie je donne, d'après le compte-rendu des séances (2), les observations et les réserves qui ont été faites par les membres de l'Institut qui ont bien voulu s'occuper du remède que je propose.

(1) 26 janvier et 2 février 1889.

(2) Livraison mars-avril, p. 455-494.

Il était en effet fort intéressant de publier ces observations, car du choc d'opinions aussi savantes que celles de MM. FRÉDÉRIC PASSY, PAUL LEROY-BEAULIEU, LEVASSEUR, GERMAIN et LÉON SAY, de nouvelles lumières devaient jaillir.

Cependant, ces observations ne m'avaient ni convaincu ni persuadé et je ne pouvais pas y redire, car j'avais été prévenu que les usages ne permettaient point à qui est étranger à l'Académie d'y soutenir son travail, son opinion ou sa thèse.

J'ai appelé à mon aide mon savant compatriote, M. Emile de Laveleye, qui a l'honneur d'être membre de l'illustre compagnie, et qui répondant à ma sollicitation, a bien voulu venir discuter à ma place, les savants avis de ses éminents collègues.

M. Emile de Laveleye a d'autant plus de valeur dans cette matière, qu'en outre de son grand talent si connu et si apprécié de tous, il a le mérite indiscutable de ne pas avoir été toujours bi-métalliste; il brisait jadis des lances en faveur de la thèse contraire qu'il avait cru bonne jusque là; il y a de cela, je pense, quelque vingt-cinq ans.

Cette conversion est semblable à celle dont plus tard M. Henry Gibbs, gouverneur de la Banque d'Angleterre, se faisait gloire, en racontant lui-même dans ses écrits, comment, au nom de son pays, il défendait le mono-métallisme à la Conférence de Paris en 1878 et comment, les discussions l'ayant convaincu en sens contraire, il revint à Londres si pénétré des dangers que cette théorie faisait courir à son pays, que trois ans plus tard, en 1881, il publiait un livre pour défendre sa nouvelle opinion et qu'il se trouve aujourd'hui même, à la tête du

mouvement bi-métallique qui fait tant de progrès en Angleterre. (1)

C'est qu'en effet il n'y a que les petits esprits pour lesquels la persévérance, l'obstination ou l'acharnement dans la même opinion, constitue une vertu civique. Chez eux l'opiniâtreté s'érige en tribunal supérieur, qui repousse toutes les raisons, se cantonne dans un majestueux dédain et se dit avec le poète, qu'après tout,

« L'erreur n'est pas un crime aux yeux de l'Eternel. »

On aurait tort pour chercher à les convaincre, de parler ou d'écrire.

Quant à moi, je suis tout au contraire de l'avis de Molière :

*« Si notre esprit n'est pas sage à toutes les heures,
» Les plus courtes erreurs sont toujours les meilleures. »*

Il n'en faut pas moins un certain courage pour avouer son erreur ; l'intelligence, le travail, l'étude, l'expérience doivent y aider, et ce qu'il faut surtout, c'est une absence complète de ce fâcheux respect humain, qui enfante toutes les erreurs et qui constitue l'obstacle le plus fatal à toutes les conversions.

Aussi ne sont-ce guère que des hommes de valeur réelle et de choix qui ont eu le courage de rompre avec leurs erreurs, ce sont surtout les Bismarck qui changent d'opinions, en le faisant, ils acquièrent des droits sérieux à être écoutés, ils s'imposent au respect de tous.

C'est à ce titre que j'ai été heureux de pouvoir insérer ici l'avis de notre éminent compatriote et

(1) Voir à la note justificative n° 18, page 150, la conversion de Sir Evelyn Baring, ministre des finances des Indes Anglaises.